

2° il est ajouté une rubrique 32.8.4, rédigée comme suit :

«

32.8.4.	zones de baignade libre	3					
---------	-------------------------	---	--	--	--	--	--

».

**Art. 12.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'annexe VII à l'arrêté du Gouvernement flamand du 12 décembre 2008 portant exécution du titre XVI du décret du 5 avril 1995 contenant des dispositions générales concernant la politique de l'environnement, remplacé par l'arrêté du Gouvernement flamand du 7 septembre 2018 et modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement flamand du 8 décembre 2023, entre la ligne :

«

5.32.7bis.3.1, alinéa 1 <sup>er</sup>	La preuve du bail éventuel est tenue à la disposition du contrôleur.
---------------------------------------	--

»

et la ligne

«

5.32.9.4.2. § 4	Les filtres sont rincés au moins deux fois par semaine en dehors des heures d'ouverture de la piscine de manière à mettre le matériau filtrant en fluidisation.
-----------------	---

»

sont insérées deux lignes, rédigées comme suit :

«

5.32.8.4.2.1, alinéa 2	L'exploitant tient cette évaluation des risques à la disposition du contrôleur.
5.32.8.5.4, alinéa 2	L'exploitant tient cette évaluation des risques à la disposition du contrôleur.

».

**Art. 13.** Une demande d'un permis d'environnement ou une déclaration qui a été introduite avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, est traitée et décidée sur la base de la nomenclature reprise à l'annexe 1<sup>re</sup> jointe à l'arrêté du Gouvernement flamand du 1<sup>er</sup> juin 1995 fixant les dispositions générales et sectorielles en matière d'hygiène de l'environnement, telle qu'elle était en vigueur au moment de l'introduction de la demande ou de la déclaration.

**Art. 14.** Le présent arrêté s'applique aux établissements ou activités classés existants, 12 mois après la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. Dans le présent article, on entend par établissements ou activités classés existants : les établissements ou activités classés qui ont été autorisés ou dont il a été pris acte avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ou pour lesquels une demande de permis d'environnement pour l'exploitation de l'établissement classé ou de l'activité classée ou une déclaration a été introduite avant la date d'entrée en vigueur précitée.

**Art. 15.** Le ministre flamand qui a l'environnement, l'aménagement du territoire et la nature dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 février 2024.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

La ministre flamande de la Justice et du Maintien, de l'Environnement  
et de l'Aménagement du Territoire, de l'Énergie et du Tourisme,

Z. DEMIR

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/001785]

**20 DECEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la destruction du sanglier et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2002 permettant la destruction de certaines espèces de gibiers**

Le Gouvernement,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, l'article 7, § 1<sup>er</sup>, modifié en dernier lieu par le décret du 17 juillet 2018 et 9, modifié en dernier lieu par le décret du 16 février 2017 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2002 permettant la destruction de certaines espèces de gibiers ;

Vu le rapport du 20 avril 2023 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis du pôle « Ruralité », section « Chasse », donné le 1<sup>er</sup> août 2023 ;

Vu l'avis n° 74.677/4 du Conseil d'État donné le 29 novembre 2023, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que le niveau des populations de sangliers en Wallonie reste, en de nombreux endroits, très élevé, malgré la possibilité de chasser le sanglier à l'approche et à l'affût toute l'année ;

Considérant que ce niveau très élevé aggrave les dégâts de sangliers à l'agriculture et aux plantations forestières lors des années où les circonstances climatiques favorisent leur survivance ;

Considérant que ce niveau très élevé aggrave également le risque de dispersion significative des sangliers dans les zones fortement anthropisées et habitées où il est difficile à réguler ;

Considérant que ce niveau très élevé représente un risque sanitaire important en ce qui concerne la propagation de la peste porcine africaine ;

Considérant les résultats obtenus dans le cadre de la lutte contre la propagation de la peste porcine africaine en Gaume grâce à la mise en œuvre de moyens de destruction tels que le tir de nuit et le piégeage ;

Considérant que le tir de nuit en plaine peut contribuer à augmenter les prélèvements en sangliers, à les éloigner des plaines et à limiter les dégâts dans celles-ci, compte tenu des mœurs nocturnes de l'espèce ;

Considérant que le piégeage peut être une solution efficace pour réguler le sanglier, en particulier là où il est difficile d'obtenir de bons résultats par la chasse ;

Sur la proposition du Ministre qui a la chasse dans ses attributions ;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup> — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le Ministre : le Ministre qui a la chasse dans ses attributions ;

2° l'administration : le Département de la Nature et des Forêts du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ;

3° le directeur : le directeur du Département de la Nature et des Forêts territorialement compétent pour le territoire où la destruction des sangliers est pratiquée ;

4° le chef de cantonnement : le chef de cantonnement du Département de la Nature et des Forêts territorialement compétent pour le territoire où la destruction des sangliers est pratiquée ;

5° le garde champêtre particulier : le garde champêtre particulier visé à l'article 61 du Code rural, commissionné pour la surveillance de la chasse ;

6° l'affût de nuit : l'affût pratiqué entre une heure après le coucher officiel du soleil et une heure avant son lever officiel.

**Art. 2.** Il est interdit de pratiquer la destruction du sanglier sans autorisation préalable du Ministre ou du directeur, excepté dans le cas où cette destruction est rendue obligatoire en application des dispositions du chapitre 7.

**Art. 3.** Toute personne pratiquant la destruction du sanglier est titulaire d'un permis ou d'une licence de chasse en cours de validité.

Cette obligation n'est pas applicable :

1° aux gardes champêtres particuliers ;

2° aux agents et aux préposés forestiers de l'administration, ayant la qualité d'agent ou d'officier de police judiciaire, agissant dans le cadre de leurs missions.

**Art. 4.** La demande d'autorisation contient :

1° le motif pour lequel la destruction est sollicitée ;

2° les méthodes envisagées pour la destruction ;

3° l'identité des personnes qui pratiquent la destruction, le titre auquel elles interviennent, ainsi que le numéro de leur permis ou de leur licence de chasse, sauf lorsqu'il s'agit d'un garde champêtre particulier ;

4° une carte topographique à l'échelle 1/10.000e, 1/20.000e ou 1/25.000e sur laquelle sont reportées les limites des terrains à défendre ou du territoire sur lequel la destruction a lieu, ainsi que, le cas échéant, la localisation des postes d'affût de nuit et des pièges.

En ce qui concerne le 3°, lorsque la méthode envisagée pour détruire le sanglier est la battue, seuls l'identité de l'organisateur de la battue et le numéro de son permis ou de sa licence de chasse sont mentionnés dans la demande d'autorisation.

**Art. 5.** L'autorisation est individuelle et précise au minimum :

1° l'identité de la personne qui procède à la destruction ;

2° le lieu de la destruction ;

3° les méthodes de destruction mises en œuvre ;

4° les modalités à suivre pour fournir à l'administration les informations visées aux articles 10, 19 et 26 ;

5° la durée de validité de l'autorisation.

En ce qui concerne le 1°, l'autorisation d'organiser une battue renseigne uniquement l'identité de l'organisateur.

L'autorisation de destruction est accordée s'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante.

L'autorisation de destruction est valable au maximum six mois.

Le directeur peut mettre fin anticipativement à une autorisation de destruction si les circonstances l'ayant justifiée cessent d'exister ou si les conditions particulières liées aux méthodes de destruction autorisées ne sont pas respectées.

**Art. 6.** Toute personne autorisée à détruire le sanglier est porteuse de l'autorisation et la présente à toute réquisition des agents repris à l'article 24 de la loi du 28 février 1882 sur la chasse.

**Art. 7.** Les demandes et les autorisations de destruction sont transmises par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi.

**Art. 8.** Sans préjudice des articles 13 et 16, les méthodes suivantes peuvent être autorisées pour détruire le sanglier :

1° la battue, avec ou sans chiens, uniquement de jour, aux conditions particulières fixées au chapitre 4 ;

2° l'affût et l'approche, entre une heure avant le lever officiel du soleil et une heure après son coucher officiel ;

3° l'affût de nuit, aux conditions particulières fixées au chapitre 5 ;

4° le piégeage au moyen de filets, de trappes, de nasses, d'enclos de capture et de tous autres engins permettant la capture des sangliers vivants, de jour comme de nuit, aux conditions particulières fixées au chapitre 6 ;

5° le tir depuis un engin agricole de récolte, pendant l'opération de récolte.

**Art. 9. § 1<sup>er</sup>.** La mise à mort des sangliers et de tout animal appartenant à une espèce non indigène accidentellement piégé se fait au moyen d'une arme à feu.

Les armes à feu et les munitions utilisées pour mettre à mort un sanglier sont uniquement celles qui sont autorisées pour l'exercice de la chasse à cette espèce de grand gibier.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, il est permis :

1° aux titulaires d'un permis ou d'une licence de chasse en cours de validité, ainsi qu'aux personnes visées à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 28 février 1882 sur la chasse d'utiliser un couteau pour achever un sanglier blessé ;

2° au titulaire d'un permis ou d'une licence de chasse d'utiliser une carabine de calibre .22 ou 5,58 millimètres pour abattre un sanglier piégé ;

3° au conducteur d'un chien de sang d'utiliser ou de faire utiliser par son accompagnateur titulaire d'un permis ou d'une licence de chasse une balle de chasse blindée pour achever un sanglier blessé.

**Art. 10.** Au plus tard quinze jours après l'échéance d'une autorisation de destruction, son bénéficiaire communique à l'administration, selon les modalités fixées dans cette autorisation, le nombre total de sangliers, par catégorie d'âge et de sexe, qu'il a abattus dans le cadre de cette autorisation ;

Au cours des trois années suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté, le bénéficiaire d'une autorisation communique en outre :

1° le nombre de séances d'affût de nuit et le nombre total de sangliers par catégorie d'âge et de sexe, abattus lors de celles-ci ;

2° le nombre d'opérations menées au départ d'un engin de récolte agricole et le nombre de sangliers par catégorie d'âge et de sexe, abattus lors de celles-ci ;

3° pour chaque piège :

a) le nombre de sangliers par catégorie d'âge et de sexe, piégés et abattus ;

b) le nombre d'animaux appartenant à une espèce non indigène piégés et abattus ;

c) le nombre d'animaux relâchés, par espèce.

#### CHAPITRE II — Destruction du sanglier à la demande de l'occupant

**Art. 11.** À condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante, l'occupant du terrain à défendre peut solliciter auprès du directeur une autorisation de destruction du sanglier pour les motifs suivants :

1° pour prévenir des dommages importants aux cultures ;

2° dans l'intérêt de la protection de la flore et de la faune.

**Art. 12.** La destruction peut être autorisée toute l'année, uniquement sur les terrains qui sont à défendre, y compris durant les travaux de récolte des cultures.

**Art. 13.** Toutes les méthodes de destruction mentionnées à l'article 8 peuvent être mises en œuvre dans le cadre de la destruction visée à l'article 11. Toutefois, le piégeage est interdit dans les cultures à défendre.

**Art. 14.** La destruction est effectuée par l'occupant du terrain à défendre.

À défaut de remplir les conditions de l'article 3 ou de vouloir se charger lui-même de cette destruction, l'occupant du terrain à défendre peut inviter les personnes suivantes à effectuer la destruction à sa place :

1° le titulaire du droit de chasse sur les terrains à défendre, qui y exerce effectivement ce droit, et ses gardes champêtres particuliers ;

2° à défaut des premiers, tout titulaire d'un permis ou d'une licence de chasse en cours de validité.

#### CHAPITRE III — Destruction du sanglier à la demande du titulaire du droit de chasse

**Art. 15.** À condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante, le titulaire du droit de chasse qui exerce effectivement ce droit peut solliciter l'autorisation de détruire le sanglier :

1° en vue de prévenir des dommages importants aux cultures ;

2° dans l'intérêt de la protection du petit gibier ;

3° en cas de dégâts importants et significatifs aux jeunes plantations forestières de moins de 3 ans.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le propriétaire d'un bois dans lequel la chasse n'est pas exercée peut solliciter l'autorisation de détruire le sanglier en vue de prévenir des dommages importants aux cultures et aux jeunes plantations forestières de moins de 3 ans, à condition que ce bois ne puisse pas constituer ou faire partie d'un territoire de chasse répondant aux conditions de l'article 2bis de la loi du 28 février 1882 sur la chasse.

**Art. 16.** Les méthodes mentionnées à l'article 8, 1°, 2° et 4°, peuvent être mises en œuvre dans le cadre de la destruction du sanglier visée à l'article 15.

Toutefois, la méthode mentionnée à l'article 8, 4°, peut être mise en œuvre uniquement dans les trois cas suivants :

1° dans les bois, lorsque la destruction du sanglier est motivée par l'intérêt de la protection du petit gibier ;

2° dans les bois visés à l'article 15, alinéa 2, lorsque la destruction du sanglier est motivée par la prévention des dommages importants aux cultures et aux jeunes plantations forestières de moins de trois ans ;

3° dans les miscanthus, lorsque la destruction du sanglier est motivée par la prévention des dommages importants aux cultures.

**Art. 17.** La destruction du sanglier sur le territoire de chasse du demandeur peut être autorisée toute l'année.

**Art. 18.** La destruction est effectuée par le titulaire du droit de chasse, par tout autre titulaire d'un permis ou d'une licence de chasse en cours de validité invité par lui et par ses gardes champêtres particuliers.

#### CHAPITRE IV — Conditions particulières de la battue de destruction du sanglier

**Art. 19.** Le bénéficiaire de l'autorisation informe au préalable le chef de cantonnement du déroulement d'une battue de destruction du sanglier selon les modalités fixées dans l'autorisation.

**Art. 20.** Lorsque la battue de destruction du sanglier se déroule au bois, le bénéficiaire de l'autorisation prévient le public de son déroulement au moyen d'affiches conformes au modèle de l'annexe 1, placées aux principales entrées du bois.

#### CHAPITRE V — Conditions particulières de l'affût de nuit du sanglier

**Art. 21.** L'affût de nuit du sanglier est pratiqué uniquement du 16 août au 30 juin inclus, à partir de postes répondant aux conditions suivantes :

1° le poste est matérialisé sur le terrain et disposé de façon à diriger le tir vers la plaine et à éviter le tir vers tout chemin ouvert à la circulation du public ;

2° le poste est surélevé pour permettre au tireur d'enterrer ses balles ;

3° le poste est installé à plus de cent mètres de la limite de tout territoire où la chasse est pratiquée par autrui.

4° le tir peut s'effectuer jusqu'à une distance maximale de cent mètres, distance qui est matérialisée sur le terrain en un point minimum.

Le directeur peut prendre des mesures plus contraignantes en matière de sécurité quant à la distance maximale de tir et la hauteur minimum du poste de tir et ce, en fonction des conditions de la parcelle à défendre.

**Art. 22.** L'arme à feu utilisée lors d'un affût de nuit est équipée d'une lunette de visée.

Les dispositifs suivants sont en outre autorisés lors de l'affût de nuit :

1° une source lumineuse, indépendante ou couplée directement à l'arme à feu ;

2° un appareil de vision thermique, indépendant de l'arme.

Le tireur peut être accompagné à son poste par un auxiliaire non armé, chargé de manipuler la source lumineuse ou l'appareil de vision thermique. Cette manipulation n'est pas assimilée à un acte de destruction du sanglier et n'est pas soumise aux conditions fixées aux articles 2 et 3.

**Art. 23.** Tout déplacement d'une personne autorisée à pratiquer l'affût de nuit s'effectue avec l'arme déchargée entre une heure après le coucher officiel du soleil et une heure avant son lever officiel.

**Art. 24.** La recherche ou la poursuite d'un sanglier blessé lors de l'affût de nuit se fait uniquement à partir de l'heure qui précède le lever officiel du soleil qui suit le tir, avec l'aide d'un chien de sang.

**Art. 25.** Le ramassage d'un sanglier abattu lors de l'affût de nuit est autorisé entre une heure après le coucher officiel du soleil et une heure avant son lever officiel, à condition que les intervenants portent sur eux une source lumineuse signalant leur présence.

**Art. 26.** Toute personne autorisée à pratiquer l'affût de nuit informe préalablement l'administration de son intention d'affûter la nuit sur un poste donné, selon les modalités fixées dans l'autorisation de destruction.

Le directeur pourra imposer les modalités d'affichage annonçant le tir de nuit en fonction des spécificités du lieu de l'autorisation.

#### CHAPITRE VI — Conditions particulières du piégeage du sanglier

**Art. 27.** Le piégeage du sanglier est pratiqué aux conditions suivantes :

1° les pièges sont installés à plus de cent mètres de la limite de tout territoire où la chasse est pratiquée par autrui et ne sont pas visibles depuis un chemin ouvert à la circulation du public ;

2° les pièges sont conçus pour éviter de blesser les animaux capturés ;

3° un panneau d'information conforme au modèle en annexe 2 est installé sur le piège pour signaler le danger d'y toucher ou d'y pénétrer et l'obligation de s'en éloigner au plus vite si des animaux s'y trouvent ;

4° une fois le piège activé, il est contrôlé quotidiennement, sur place ou à distance, au minimum une fois durant les deux heures qui suivent le lever du soleil, et les sangliers piégés sont mis à mort le plus rapidement possible à l'intérieur du piège ;

5° en cas de capture accidentelle d'animaux appartenant à une autre espèce que le sanglier, ceux-ci sont relâchés immédiatement, sauf s'il s'agit d'un animal appartenant à une espèce non indigène, qui est mis à mort ;

6° l'appâtage éventuel a lieu aux conditions suivantes :

a) l'appâtage se fait uniquement à l'aide de céréales, y compris le maïs, et de goudron végétal ;

b) les appâts sont distribués à moins de cent mètres du piège, y compris à l'intérieur de celui-ci, et à plus de cent mètres des limites de tout territoire où la chasse est pratiquée par autrui ;

c) le directeur peut prendre des mesures plus contraignantes en matière d'appâtage notamment en restreignant la quantité d'appâts en fonction des conditions de la parcelle à défendre.

**Art. 28.** La mise à mort des sangliers piégés est pratiquée uniquement par des personnes titulaires d'un permis ou d'une licence de chasse en cours de validité et par des gardes champêtres particuliers.

L'entretien des pièges, en ce compris l'appâtage des sangliers, leur surveillance, l'activation ou la désactivation des pièges ou encore la remise en liberté des animaux non visés par le piégeage ne sont pas assimilés à la destruction et peuvent être assurés par d'autres personnes que celles mentionnées à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Les conditions visées aux articles 2 et 3 ne s'appliquent pas à ces personnes.

CHAPITRE VII — *Obligation de détruire le sanglier*

**Art. 29.** Lorsque les objectifs de tir fixés à l'échelle de l'espace territorial d'un conseil cynégétique ne sont pas rencontrés au 30 novembre à concurrence d'au moins cinquante pourcents, en vue de prévenir des dommages importants aux cultures l'année suivante ou en cas de menace des élevages sur le plan sanitaire, le directeur ordonne, sur injonction du Ministre, à tous les titulaires de droit de chasse sur un territoire d'un seul tenant d'au moins cinquante hectares de bois dans cet espace territorial d'organiser des battues de destruction sur leur territoire de chasse au cours du premier trimestre de l'année suivante.

Le conseil cynégétique coordonne les battues de destruction du sanglier organisées par ses membres, afin d'en améliorer l'efficacité.

L'article 20 s'applique aux battues de destruction du sanglier ordonnées par le directeur.

**Art. 30.** Afin d'assurer le contrôle de l'obligation visée à l'article 29, les titulaires de droit de chasse concernés fournissent au chef de cantonnement dans les quinze jours à compter de la réception de la notification du directeur :

- 1° les dates de ces battues ;
- 2° les lieux de rendez-vous.

**Art. 31.** Dans les quarante-huit heures suivant la dernière journée de battue et pour chacune de ces journées, le titulaire de droit de chasse communique au chef de cantonnement, selon les modalités fixées par l'administration :

- 1° le nombre de chasseurs armés et le nombre de traqueurs ayant participé à la journée ;
- 2° l'indication des enceintes parcourues lors de cette journée ;
- 3° le nombre de sangliers vus et le nombre de sangliers tirés dans chaque enceinte.

**Art. 32.** S'il apparaît sur la base des informations visées à l'article 31 ou sur la base des observations effectuées sur le terrain par les agents de l'administration que les battues de destruction du sanglier ordonnées par le directeur ont été organisées durant une partie de la journée seulement ou ont fait appel à un nombre de chasseurs et de traqueurs significativement moindre que celui auquel il est fait appel lors des battues habituelles, le titulaire de droit de chasse est réputé ne pas avoir obtempéré à l'ordre du directeur visé à l'article 29.

CHAPITRE VIII — *Modifications à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2002 permettant la destruction de certaines espèces de gibiers*

**Art. 33.** Les articles 6 à 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2002 permettant la destruction de certaines espèces de gibiers sont abrogés.

**Art. 34.** Dans le chapitre II du même arrêté, l'intitulé de la section 5 est remplacé par ce qui suit :

« Section 5. – De la destruction du grand gibier à l'exception du sanglier ».

**Art. 35.** Dans l'article 28, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « , à l'exception du sanglier, » sont insérés entre les mots « La destruction du grand gibier » et les mots « ne peut se faire ».

**Art. 36.** Le Ministre qui a la chasse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 décembre 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,  
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

---

**ANNEXE 1****ANNONCE DES  
JOURNEES  
DE CHASSE****POUR VOTRE SECURITE****APPROCHE-AFFÛT**

DU _____	AU _____
ENTRE _____ H _____	et _____ H _____
ENTRE _____ H _____	et _____ H _____
_____	_____

**BATTUES**

_____
_____
_____
_____



Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2023 relatif à la destruction du sanglier et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2002 permettant la destruction de certaines espèces de gibiers.

Namur, le 20 décembre 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

**ANNEXE 2****Panneau d'information à placer sur les pièges**

Dispositif de piégeage du sanglier\*  
Ne pas toucher, ne pas pénétrer à l'intérieur SVP !

\* Installé conformément à l'Arrêté du Gouvernement wallon du ..... permettant la destruction du sanglier

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2023 relatif à la destruction du sanglier et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2002 permettant la destruction de certaines espèces de gibiers.

Namur, le 20 décembre 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS



## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/001785]

**20. DEZEMBER 2023 — Erlass der wallonischen Regierung zur Vernichtung von Wildschweinen und zur Abänderung des Erlasses der wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2002 zur Genehmigung der Vernichtung gewisser Wildarten**

Die Regierung beschließt,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Februar 1882 zur Jagd, Artikel 7, § 1, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2018 und 9, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 16. Februar 2017;

Aufgrund des Erlasses der wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2002 zur Genehmigung der Vernichtung gewisser Wildarten;

Aufgrund des am 20. April 2023 in Übereinstimmung mit Artikel 3, 2° des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts;

Aufgrund des am 1. August 2023 abgegebenen Gutachtens des Pools „Ländliche Angelegenheiten“, Abteilung „Jagd“;

Aufgrund des am 29. November 2023 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 74.677/4 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass der Stand der Population an Wildschweinen in der Wallonie an vielen Orten sehr hoch bleibt und zwar trotz der Möglichkeit der ganzjährigen Pirsch- und Ansitzjagd auf Wildschweine;

In der Erwägung, dass das der sehr hohe Stand die Schäden durch Wildschweine in der Landwirtschaft und an Forstkulturen in Jahren, in denen die klimatischen Bedingungen ihr Auftreten fördern, verschärft;

In der Erwägung, dass dieser sehr hohe Stand auch das Risiko einer erheblichen Verbreitung von Wildschweinen in stark von Menschen besiedelten und bewohnten Gebieten erhöht, in denen eine Regulierung schwierig ist;

In der Erwägung, dass dieser sehr hohe Stand ein erhebliches Gesundheitsrisiko hinsichtlich der Verbreitung der Afrikanischen Schweinepest darstellt;

In der Erwägung der im Rahmen der Bekämpfung der Verbreitung der Afrikanischen Schweinepest in der Gaume dank des Einsatzes von Vernichtungsmitteln wie etwa Abschuss bei Nacht und Fangjagd erzielten Ergebnisse;

In der Erwägung, dass der Abschuss bei Nacht in der Ebene dazu beitragen kann, die Entnahmen von Wildschweinen zu erhöhen, sie von Ebenen fernzuhalten und die Schäden in diesen zu begrenzen – all das unter Berücksichtigung der nächtlichen Verhaltensweisen der Art;

In der Erwägung, dass die Fangjagd eine effiziente Lösung für die Regulierung von Wildschweinen sein kann, vor allem dort, wo es schwierig ist, gute Ergebnisse durch die Jagd zu erzielen;

Auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Jagd gehört,

Und nach Beratung

Folgendes:

KAPITEL I – *Allgemeine Bestimmungen*

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Jagd gehört;

2° Verwaltung: die Abteilung Natur und Forstwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt;

3° Direktor: der Direktor der Abteilung Natur und Forstwesen, der für jenes Gebiet zuständig ist, in dem die Vernichtung von Wildschweinen vorgenommen wird;

4° Forstamtsleiter: der Forstamtsleiter der Abteilung Natur und Forstwesen, der für jenes Gebiet zuständig ist, in dem die Vernichtung von Wildschweinen vorgenommen wird;

5° Privatfeldhüter: der in Artikel 61 des Feldgesetzbuchs vorgesehene Privatfeldhüter, der für die Überwachung der Jagd beauftragt wurde;

6° Nachtansitz: Ansitzjagd, die zwischen einer Stunde nach offiziellem Sonnenuntergang und einer Stunde vor offiziellem Sonnenaufgang betrieben wird.

**Art. 2** - Es ist verboten, die Vernichtung von Wildschweinen ohne vorherige Genehmigung des Ministers oder des Direktors zu betreiben, ausgenommen im Fall, dass diese Vernichtung in Anwendung der Bestimmungen von Kapitel 7 verpflichtend wird.

**Art. 3** - Jede Person, die die Vernichtung von Wildschweinen betreibt, ist Inhaber eines gültigen Jagdscheins bzw. Jagdlizenz.

Diese Verpflichtung gilt nicht für:

1° Privatfeldhüter;

2° Bedienstete und Beauftragte des Forstwesens der Verwaltung, welche die Eigenschaft eines Beamten oder eines Beamten der Kriminalpolizei haben und im Rahmen ihrer Aufgaben handeln.

**Art. 4** - Der Antrag auf Genehmigung umfasst Folgendes:

1° der Grund, aus welchem die Vernichtung beantragt wird;

2° die für die Vernichtung geplanten Methoden;

3° die Identität der Personen, die die Vernichtung vornehmen, den Titel, unter dem sie tätig sind, sowie die Nummer ihres Jagdscheins bzw. ihrer Jagdlizenz, außer wenn es sich um Privatfeldhüter handelt;

4° eine topografische Karte im Maßstab 1:10.000, 1:20.000 oder 1:25.000, auf welcher die Grenzen der zu verteidigenden Grundstücke oder des Gebiets, in welchem die Vernichtung stattfindet, sowie gegebenenfalls die Lage der Nachtansitz-Posten und Fallen eingezeichnet sind.

In Bezug auf 3° gilt Folgendes: Wenn die geplante Methode zur Vernichtung von Wildschweinen die Treibjagd ist, werden im Antrag auf Genehmigung lediglich die Identität des Veranstalters der Treibjagd und die Nummer seines Jagdscheins oder seiner Jagdlizenz angegeben.

**Art. 5** - Die Genehmigung ist individuell und legt mindestens Folgendes fest:

- 1° die Identität der Person, die die Vernichtung vornimmt;
- 2° den Ort der Zerstörung;
- 3° die eingesetzten Methoden der Vernichtung;
- 4° die Modalitäten, die einzuhalten sind, um der Verwaltung die in Artikel 10, 19 und 26 angeführten Informationen vorzulegen;
- 5° Gültigkeitsdauer der Genehmigung.

In Bezug auf 1° gilt Folgendes: Die Genehmigung für die Veranstaltung einer Treibjagd gibt ausschließlich die Identität des Veranstalters an.

Die Genehmigung zur Vernichtung wird erteilt, wenn es keine andere zufriedenstellende Lösung gibt.

Die Genehmigung zur Vernichtung gilt höchstens sechs Monate.

Der Direktor kann eine Genehmigung zur Vernichtung vorzeitig beenden, falls die Umstände, die sie begründet haben, nicht mehr gegeben sind oder wenn die besonderen Bedingungen für die genehmigten Methoden zur Vernichtung nicht eingehalten werden.

**Art. 6** - Jede Person, die zur Vernichtung von Wildschweinen berechtigt ist, muss die Genehmigung mit sich führen und sie auf Verlangen der in Artikel 24 des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd angeführten Beamten vorweisen.

**Art. 7** - Anträge und Genehmigungen für die Vernichtung werden auf eine Weise übermittelt, die ein festes Datum für die Sendung ermöglicht.

**Art. 8** - Unbeschadet der Artikel 13 und 16 können die folgenden Methoden genehmigt werden, um Wildschweine zu vernichten:

- 1° Treibjagd mit oder ohne Hunde, ausschließlich tagsüber, zu besonderen Bedingungen, die in Kapitel 4 festgelegt sind;
- 2° Ansitzjagd und Pirschjagd, zwischen einer Stunde nach offiziellem Sonnenaufgang und einer Stunde vor offiziellem Sonnenuntergang;
- 3° Nachtansitz zu besonderen Bedingungen, die in Kapitel 5 festgelegt sind;
- 4° Fangjagd mit Hilfe von Netzen, Falltüren, trichterförmigen Netzen, Fangkörben und allen anderen Vorrichtungen, die den Fang lebender Wildschweine bei Tag und bei Nacht ermöglichen und zwar unter den in Kapitel 6 festgelegten besonderen Bedingungen;
- 5° das Abschießen während des Erntevorgangs von einer landwirtschaftlichen Erntemaschine aus.

**Art. 9** - § 1. Die Tötung von Wildschweinen und von jedem Tier einer nicht einheimischen Art, welches versehentlich in eine Falle gerät, erfolgt mit einer Schusswaffe.

Nur solche Schusswaffen und solche Munition dürfen für das Töten eines Wildschweins verwendet werden, die für die Ausübung der Jagd auf diese Schalenwildart zugelassen sind.

§ 2. Abweichend von Paragraph 1 ist Folgendes erlaubt:

- 1° Inhabern eines gültigen Jagdscheins oder einer gültigen Jagdlizenz sowie den in Artikel 14, § 1, Absatz 2 des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd angeführten Personen ist die Verwendung eines Messers erlaubt, um ein verletztes Wildschwein zu töten;
- 2° den Inhabern eines Jagdscheins oder einer Jagdlizenz ist die Verwendung ein Gewehrs des Kalibers .22 oder 5,58 Millimeter erlaubt, um ein in einer Falle gefangenes Wildschwein zu erlegen;
- 3° dem Führer eines Bluthundes ist es erlaubt, eine gepanzerte Jagdkugel zu benutzen bzw. ist es ihm erlaubt, seinem über einen Jagdschein oder eine Jagdlizenz verfügenden Begleiter zu gestatten, eine solche Kugel zu benutzen, um ein verletztes Wildschwein zu töten.

**Art. 10** - Spätestens zwei Wochen nach Ablauf einer Genehmigung für die Vernichtung teilt der Empfänger der Verwaltung gemäß den in der Genehmigung festgelegten Modalitäten die Gesamtzahl der Wildschweine nach Kategorie des Alters und Geschlechts mit, die er im Rahmen dieser Genehmigung getötet hat;

Innerhalb von drei Jahren ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses übermittelt der Empfänger einer Genehmigung zudem Folgendes:

- 1° die Anzahl der Nachtansitz-Jagden und die Gesamtzahl der dabei getöteten Wildschweine nach Kategorie des Alters und Geschlechts;
- 2° die Anzahl der Aktionen, die von einer landwirtschaftlichen Erntemaschine aus durchgeführt wurden, und die Anzahl der Wildschweine nach Kategorie des Alters und Geschlechts, die bei diesen Aktionen getötet wurden;
- 3° für jede Falle:
  - a) Anzahl der Wildschweine nach Kategorie des Alters und Geschlechts, die in Fallen gefangen und erlegt wurden;
  - b) Anzahl der Tiere einer nicht einheimischen Art, die gefangen und erlegt wurden;
  - c) Anzahl der freigelassenen Tiere pro Art.

#### KAPITEL II – Vernichtung von Wildschweinen auf Antrag des Bewohners

**Art. 11** - Sofern es keine andere zufriedenstellende Lösung gibt, kann der Bewohner des zu verteidigenden Grundstücks beim Direktor eine Genehmigung für die Vernichtung von Wildschweinen aus folgenden Gründen beantragen:

- 1° um erhebliche Schäden an Kulturen zu verhüten;
- 2° im Interesse des Schutzes von Flora und Fauna.

**Art. 12** - Die Vernichtung kann das ganze Jahr über ausschließlich auf Gebieten, die zu verteidigen sind, gewährt werden und zwar auch während Arbeiten zur Ernte von Kulturen.

**Art. 13** - Alle in Artikel 8 angeführten Methoden zur Vernichtung können als Teil der in Artikel 11 genannten Vernichtung angewendet werden. Die Fangjagd ist jedoch in zu verteidigenden Kulturen untersagt.

**Art. 14** - Die Vernichtung wird durch den Bewohner des zu verteidigenden Grundstücks vorgenommen.

Wenn er die Bedingungen von Artikel 3 nicht erfüllt oder die Vernichtung nicht selbst vornehmen will, kann der Bewohner des zu verteidigenden Grundstücks folgende Personen auffordern, die Vernichtung an seiner Stelle vorzunehmen:

1° Inhaber des Jagdrechts auf den zu verteidigenden Grundstücken, welcher dieses Recht dort auch tatsächlich ausübt, sowie seine Privatfeldhüter;

2° sollten solche nicht vorhanden sein, jeder Inhaber eines gültigen Jagdscheins bzw. Jagdlizenz.

#### KAPITEL III – Vernichtung von Wildschweinen auf Antrag des Inhabers des Jagdrechts

**Art. 15** - Sofern es keine andere zufriedenstellende Lösung gibt, kann der Inhaber des Jagdrechts, der dieses Recht dort auch tatsächlich ausübt, die Genehmigung für die Vernichtung von Wildschweinen aus folgenden Gründen beantragen:

1° um erhebliche Schäden an Kulturen zu verhüten;

2° im Interesse des Schutzes von Flora und Niederwild;

3° im Fall von großen und erheblichen Schäden an Wald-Pflänzlingen unter drei Jahren.

Abweichend von Absatz 1 kann der Eigentümer eines Waldes, in welchem keine Jagd ausgeübt wird, die Genehmigung für die Vernichtung von Wildschweinen beantragen, um erhebliche Schäden an Kulturen und jungen Wald-Pflänzlingen unter drei Jahren zu verhindern, und zwar unter der Voraussetzung, dass dieser Wald nicht ein Jagdrevier darstellen kann oder Teil eines solchen ist, welches die Bedingungen von Artikel 2bis des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd erfüllt.

**Art. 16** - Die in Artikel 8, 1°, 2° und 4° angeführten Methoden können im Rahmen der in Artikel 15 genannten Vernichtung von Wildschweinen angewendet werden.

Die in Artikel 8, 4° angeführte Methode kann jedoch nur in den drei folgenden Fällen angewendet werden:

1° in Wäldern, wenn die Vernichtung von Wildschweinen im Interesse des Schutzes des Niederwilds erfolgt;

2° in den in Artikel 15 Absatz 2 genannten Wäldern, wenn die Vernichtung von Wildschweinen durch die Verhütung erheblicher Schäden an Kulturen und Wald-Pflänzlingen unter drei Jahren begründet ist;

3° in Miscanthus, wenn die Vernichtung von Wildschweinen durch die Verhütung erheblicher Schäden an Kulturen begründet ist.

**Art. 17** - Die Vernichtung von Wildschweinen auf dem Jagdgebiet des Antragstellers kann während des ganzen Jahres genehmigt werden.

**Art. 18** - Die Vernichtung erfolgt durch den Inhaber des Jagdrechts, durch einen anderen Inhaber eines gültigen Jagdscheins bzw. Jagdlizenz, der von diesem dazu aufgefordert wird, sowie durch seine Privatfeldhüter.

#### KAPITEL IV – Besondere Bedingungen für die Treibjagd zur Vernichtung von Wildschweinen

**Art. 19** - Der Empfänger der Genehmigung informiert den Forstamtsleiter im Voraus über die Durchführung einer Treibjagd zur Vernichtung von Wildschweinen gemäß den in der Genehmigung festgelegten Modalitäten.

**Art. 20** - Wenn die Treibjagd zur Vernichtung von Wildschweinen im Wald stattfindet, informiert der Empfänger der Genehmigung die Öffentlichkeit durch Plakate, die der Vorlage in Anhang 1 entsprechen und die an den Haupteingängen des Waldes angebracht werden, über ihren Ablauf.

#### KAPITEL V – Besondere Bedingungen für den Nachtansitz zur Vernichtung von Wildschweinen

**Art. 21** - Der Nachtansitz auf Wildschweine darf lediglich vom 16. August bis einschließlich 30. Juni von Posten aus erfolgen, die die folgenden Bedingungen erfüllen:

1° der Posten wird auf dem Gelände markiert und so eingerichtet, dass das Feuer auf die Ebene gerichtet ist und dass vermieden wird, dass auf einen für den öffentlichen Verkehr geöffneten Weg geschossen wird;

2° der Posten ist erhöht, damit der Schütze seine Kugeln in die Erde einbringen kann;

3° der Posten wird mehr als hundert Meter von der Grenze eines Gebietes entfernt errichtet, in welchem andere Jagd ausüben.

4° das Schießen darf bis zu einer maximalen Entfernung von hundert Metern erfolgen; diese Entfernung wird auf dem Gebiet an einem Mindestpunkt markiert.

Der Direktor kann strengere Sicherheitsmaßnahmen in Bezug auf die maximale Entfernung des Schießens und die Mindesthöhe des Schießpostens setzen; dies erfolgt je nach den Bedingungen des zu verteidigenden Grundstücks.

**Art. 22** - Die Schusswaffe, die bei einem Nachtansitz verwendet wird, ist mit einem Zielfernrohr ausgestattet.

Zudem sind folgende Vorrichtungen während eines Nachtansitzes erlaubt:

1° eine unabhängige oder direkt mit der Schusswaffe verbundene Lichtquelle;

2° ein von der Waffe unabhängiges Wärmebildgerät.

Der Schütze darf von einem unbewaffneten Helfer, der die Lichtquelle oder das Wärmebildgerät bedient, zu seinem Posten begleitet werden. Dieser Vorgang wird nicht mit einer Handlung zur Vernichtung von Wildschweinen gleichgesetzt und unterliegt nicht den in den Artikeln 2 und 3 festgelegten Bedingungen.

**Art. 23** - Jede Bewegung einer Person, die zum Nachtansitz berechtigt ist, erfolgt mit entladener Waffe zwischen einer Stunde nach offiziellm Sonnenuntergang und einer Stunde vor offiziellm Sonnenaufgang.

**Art. 24** - Die Suche oder Verfolgung eines verletzten Wildschweins beim Nachtansitz darf ausschließlich ab der Stunde vor dem offiziellen Sonnenaufgang, der auf den Abschuss folgt, mit Hilfe eines Bluthundes erfolgen.

**Art. 25** - Das Einsammeln eines bei einem Nachtsitz getöteten Wildschweins ist zwischen einer Stunde nach offiziellem Sonnenuntergang und einer Stunde vor offiziellem Sonnenaufgang erlaubt, sofern die Beteiligten eine Lichtquelle bei sich tragen, die ihre Anwesenheit anzeigt.

**Art. 26** - Jede Person, die zum Nachtsitz berechtigt ist, informiert vorab die Verwaltung über ihre Absicht, einen Nachtsitz an einem bestimmten Posten durchzuführen. Dies erfolgt nach den in der Genehmigung für die Vernichtung festgelegten Modalitäten.

Der Direktor kann die Art und Weise der Anzeige, mit der das Schießen bei Nacht angekündigt wird, entsprechend den Eigenschaften des Ortes der Genehmigung festlegen.

#### KAPITEL VI – *Besondere Bedingungen für die Fangjagd von Wildschweinen*

**Art. 27** - Die Fangjagd von Wildschweinen erfolgt unter folgenden Bedingungen:

1° die Fallen werden mehr als hundert Meter von der Grenze eines Gebietes entfernt errichtet, in welchem andere Jagd ausüben und sind von einem für den öffentlichen Verkehr geöffneten Weg aus nicht sichtbar;

2° die Fallen sind so konzipiert, dass eine Verletzung der gefangenen Tiere vermieden wird;

3° ein Informationsschild nach der Vorlage in Anhang 2 wird an der Falle angebracht, um auf die Gefahr des Berührens oder Betretens der Falle sowie auf die Verpflichtung hinzuweisen, sich schnellstmöglich von der Falle zu entfernen, wenn sich Tiere darin befinden;

4° sobald die Falle aktiviert ist, wird sie täglich vor Ort oder aus der Ferne kontrolliert; dies erfolgt mindestens einmal innerhalb von zwei Stunden nach Sonnenaufgang und die gefangenen Wildschweine werden so schnell wie möglich in der Falle getötet;

5° im Falle des unbeabsichtigten Fangens von Tieren einer anderen Art als des Wildschweins werden diese sofort wieder freigelassen, es sei denn, es handelt sich um ein Tier einer nicht einheimischen Art, welches getötet wird;

6° etwaiges Ködern findet unter folgenden Bedingungen statt:

a) das Ködern erfolgt ausschließlich mit Hilfe von Getreide, einschließlich Mais, und mit Holzteer;

b) Köder werden mindestens hundert Meter von der Falle – gerechnet ab dem Innenraum derselben – sowie mehr als hundert Meter von der Grenze eines Gebietes, in welchem andere Jagd ausüben, entfernt ausgelegt;

c) der Direktor kann strengere Maßnahmen in Bezug auf das Ködern setzen, insbesondere durch die Einschränkung der Menge an Ködern; dies erfolgt nach den Bedingungen der zu verteidigenden Parzelle

**Art. 28** - Die Tötung von in Fallen gefangenen Wildschweinen darf nur von Personen mit einem gültigen Jagdschein bzw. Jagdlizenz und von Privatfeldhütern durchgeführt werden.

Die Instandhaltung der Fallen, einschließlich des Köderns von Wildschweinen, ihre Überwachung, die Aktivierung oder Deaktivierung der Fallen oder auch die Freilassung von Tieren, die nicht Ziel der Fangjagd sind, sind nicht der Vernichtung gleichgestellt und können auch von anderen als den in Absatz 1 genannten Personen durchgeführt werden. Die in den Artikel 2 und 3 genannten Bedingungen gelten für diese Personen nicht.

#### KAPITEL VII – *Verpflichtung zur Vernichtung von Wildschweinen*

**Art. 29** - Wenn die Abschussziele, welche auf Ebene des territorialen Raums eines Jagdbeirats festgelegt wurden, mit 30. November nicht zu mindestens 50 % erfüllt werden, um im darauffolgenden Jahr erhebliche Schäden an Kulturen zu verhindern oder im Falle einer gesundheitlichen Bedrohung von Vieh ordnet der Direktor auf Anordnung des Ministers an, dass alle Inhaber von Jagdrechten für ein zusammenhängendes Gebiet mit mindestens fünfzig Hektar Wald in diesem territorialen Raum im ersten Quartal des darauffolgenden Jahres Treibjagden zur Vernichtung in ihrem Jagdrevier veranstalten.

Der Jagdrat koordiniert die Treibjagden zur Vernichtung von Wildschweinen, die von seinen Mitgliedern veranstaltet werden, um ihre Effizienz zu erhöhen.

Artikel 20 gilt für Treibjagden zur Vernichtung von Wildschweinen, die vom Direktor angeordnet wurden.

**Art. 30** - Um die Kontrolle der in Artikel 29 genannten Verpflichtung sicherzustellen, legen die betreffenden Inhaber des Jagdrechts dem Forstamtsleiter innerhalb von zwei Wochen ab Erhalt der Mitteilung des Direktors Folgendes vor:

1° die Daten der Treibjagden;

2° deren Treffpunkte.

**Art. 31** - Innerhalb von 48 Stunden nach dem letzten Tag der Treibjagd und für jeden dieser Tage teilt der Inhaber des Jagdrechts dem Forstamtsleiter nach den von der Verwaltung festgelegten Modalitäten Folgendes mit:

1° Anzahl der bewaffneten Jäger und Anzahl der Treiber, die an diesem Tag teilgenommen haben;

2° Angabe der an diesem Tag durchlaufenen abgeschlossenen Bereiche;

3° Anzahl der in jedem abgeschlossenen Bereich gesichteten Wildschweine sowie der darin abgeschossenen Wildschweine.

**Art. 32** - Wenn sich auf Grundlage der in Artikel 31 genannten Informationen oder aus lokalen Beobachtungen der Verwaltungsbeamten ergibt, dass die vom Direktor angeordneten Treibjagden zur Vernichtung von Wildschweinen nur während eines Teils des Tages stattfanden oder dass eine wesentlich geringere Anzahl von Jägern und Treibern als bei den üblichen Treibjagden eingesetzt wurde, wird davon ausgegangen, dass der Inhaber des Jagdrechts der in Artikel 29 angeführten Anordnung des Direktors nicht Folge geleistet hat.

#### KAPITEL VIII – *Änderungen am Erlass der wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2002 zur Genehmigung der Vernichtung gewisser Wildarten*

**Art. 33** - Die Artikel 6 bis 12 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2002 zur Genehmigung der Vernichtung gewisser Wildarten werden außer Kraft gesetzt.

**Art. 34** - In Kapitel II desselben Erlasses wird der Titel von Abschnitt 5 durch Folgendes ersetzt:

„Abschnitt 5. – Über die Vernichtung von Schalenwild mit Ausnahme von Wildschweinen.“

**Art. 35** - In Artikel 28, Absatz 1 desselben Erlasses werden die Worte „mit Ausnahme von Wildschweinen“ zwischen den Worten „Eine Vernichtung von Schalenwild“ und die Worte „darf nicht erfolgen“ eingefügt.

**Art. 36** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Jagd gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, am 20. Dezember 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RÜPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,  
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

---

**ANHANG 1****ANNONCE DES  
JOURNEES  
DE CHASSE****POUR VOTRE SECURITE****APPROCHE-AFFÛT**

DU _____	AU _____
ENTRE _____ H _____	et _____ H _____
ENTRE _____ H _____	et _____ H _____
_____	

**BATTUES**

_____
_____
_____
_____



Gesehen, um dem Erlass der wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2023 zur Vernichtung von Wildschweinen und zur Abänderung des Erlasses der wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2002 zur Genehmigung der Vernichtung gewisser Wildarten beigefügt zu werden.

Namur, am 20. Dezember 2023.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,  
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren,

W. BORSUS

**ANHANG 2****Informationsschild, das an Fallen anzubringen ist**

**Fangvorrichtung für Wildschweine\***  
**Bitte nicht berühren und nicht betreten!**

\* Angebracht gemäß dem Erlass der wallonischen Regierung vom ..... zur Genehmigung der Vernichtung von Wildschweinen

Gesehen, um dem Erlass der wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2023 zur Vernichtung von Wildschweinen und zur Abänderung des Erlasses der wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2002 zur Genehmigung der Vernichtung gewisser Wildarten beigefügt zu werden.

Namur, am 20. Dezember 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren,

W. BORSUS



## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/001785]

**20 DECEMBER 2023.** — Besluit van de Waalse Regering betreffende de vernietiging van wilde zwijnen en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2002 waarbij de vernietiging van sommige soorten wild mogelijk gemaakt wordt

De Regering,

Gelet op de jachtwet van 28 februari 1882, artikel 7, § 1, zoals laatst gewijzigd door het decreet van 17 juli 2018 en artikel 9, zoals laatst gewijzigd door het decreet van 16 februari 2017;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2002 waarbij de vernietiging van sommige soorten wild mogelijk gemaakt wordt;

Gelet op het rapport van 20 april 2023, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Landelijke aangelegenheden", afdeling "Jacht", gegeven op 1 augustus 2023;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 29 november 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, lid 1, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het aantal populaties wilde zwijnen in Wallonië op veel plaatsen zeer hoog blijft, ondanks de mogelijkheid om het hele jaar door op wilde zwijnen te jagen door bers- of loerjacht;

Overwegende dat dit zeer hoge aantal de schade verergert die wilde zwijnen veroorzaken aan de landbouw en bosaanplantingen in jaren waarin de klimatologische omstandigheden hun voorkomen bevorderen;

Overwegende dat dit zeer hoge aantal ook het risico op een aanzienlijke verspreiding van wilde zwijnen verhoogt in dichtbevolkte gebieden waar het moeilijk te reguleren is;

Overwegende dat dit zeer hoge aantal een aanzienlijk gezondheidsrisico inhoudt wat de verspreiding van Afrikaanse varkenspest betreft;

Overwegende de resultaten die zijn behaald in de strijd tegen de verspreiding van Afrikaanse varkenspest in de Gaumestreek door het gebruik van vernietigingsmethoden zoals nachtelijk afschieten en vallen;

Overwegende dat nachtelijk afschieten op de vlaktes kan helpen om de aantallen wilde zwijnen te verminderen, ze weg te houden van de vlaktes en de schade daar te beperken, gezien de nachtelijke gewoonten van de soort;

Overwegende dat de vangst met behulp van vallen een doeltreffende oplossing kan zijn voor de regulering van wilde zwijnen, met name in gebieden waar het moeilijk is om goede resultaten te verkrijgen door de jacht;

Op voordracht van de Minister die verantwoordelijk is voor de jacht;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I — *Algemeen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° de Minister: de Minister die verantwoordelijk is voor de jacht;

2° de administratie: het Departement Natuur en Bos van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;

3° de directeur: de directeur van het Departement Natuur en Bos met territoriale bevoegdheid voor het grondgebied waar de vernietiging van wilde zwijnen wordt uitgevoerd;

4° het hoofd van het kantonement: het hoofd van het kantonement van het Departement Natuur en Bos met territoriale bevoegdheid voor het grondgebied waar de vernietiging van wilde zwijnen wordt uitgevoerd;

5° de bijzondere veldwachter: de bijzondere veldwachter bedoeld in artikel 61 van het Landbouwwetboek, belast met het toezicht op de jacht;

6° nachtelijke loerjacht: de loerjacht tussen één uur na de officiële zonsondergang en één uur vóór de officiële zonsopgang.

**Art. 2.** Het is verboden wilde zwijnen te vernietigen zonder voorafgaande toestemming van de Minister of de directeur, behalve wanneer deze vernietiging verplicht is gesteld krachtens de bepalingen van hoofdstuk 7.

**Art. 3.** Elke persoon die de vernietiging van wilde zwijnen uitvoert, moet in het bezit zijn van een geldige jachtvergunning of een geldig jachtverlof.

Deze verplichting geldt niet voor:

1° bijzondere veldwachters;

2° de agenten en boswachters van de administratie, die de hoedanigheid hebben van agent of officier van de gerechtelijke politie, handelend in het kader van hun functie.

**Art. 4.** De vergunningsaanvraag moet het volgende bevatten:

1° de reden voor de aanvraag tot vernietiging;

2° de voorziene methoden voor de vernietiging;

3° de identiteit van de personen die de vernietiging uitvoeren, de hoedanigheid waarin zij handelen en het nummer van hun jachtvergunning of jachtverlof, behalve in het geval van een bijzondere veldwachter;

4° een topografische kaart op een schaal van 1:10.000, 1:20.000 of 1:25.000 waarop de grenzen van het te beschermen terrein of het grondgebied waarop de vernietiging zal plaatsvinden en, in voorkomend geval, de plaats van de nachtelijke loerjacht en vallen zijn aangegeven.

Met betrekking tot punt 3 geldt dat wanneer de geplande methode voor het vernietigen van wilde zwijnen een drijfjacht is, alleen de identiteit van de organisator van de drijfjacht en het nummer van zijn jachtvergunning of jachtverlof in de vergunningsaanvraag worden vermeld.

**Art. 5.** De vergunning is persoonlijk en vermeldt minstens:

- 1° de identiteit van de persoon die de vernietiging uitvoert;
- 2° de plaats van vernietiging;
- 3° de gebruikte vernietigingsmethoden;
- 4° de te volgen procedures om de autoriteiten de informatie bedoeld in de artikelen 10, 19 en 26 te verstrekken;
- 5° de geldigheidsduur van de vergunning.

Wat 1° betreft, staat in de vergunning voor de organisatie van een drijfjacht enkel de identiteit van de organisator vermeld.

De vernietigingsvergunning wordt verleend als er geen andere bevredigende oplossing bestaat.

De vernietigingsvergunning is maximaal zes maanden geldig.

De directeur kan een vernietigingsvergunning vroegtijdig beëindigen als de omstandigheden die deze rechtvaardigden niet langer bestaan of als de specifieke voorwaarden met betrekking tot de toegestane vernietigingsmethoden niet zijn vervuld.

**Art. 6.** Elke persoon met een vergunning om wilde zwijnen te vernietigen, moet de vergunning bij zich hebben en deze voorleggen bij elk verzoek van de agenten bedoeld in artikel 24 van de jachtwet van 28 februari 1882.

**Art. 7.** De aanvragen en vergunningen voor vernietiging van wilde zwijnen worden verzonden met elk middel dat toelaat de verzending met zekerheid te dateren.

**Art. 8.** Onverminderd artikelen 13 en 16 kunnen de volgende methoden toegelaten worden om wilde zwijnen te vernietigen:

1° de drijfjacht met of zonder honden, uitsluitend overdag, onder de bijzondere voorwaarden vermeld in hoofdstuk 4;

2° loer- of bersjacht, tussen één uur voor de officiële zonsopgang en één uur na de officiële zonsondergang;

3° nachtelijke loerjacht, onder de bijzondere voorwaarden vermeld in hoofdstuk 5;

4° het vangen met netten, vallen, vangnetten, vangkooien en andere voorzieningen waarmee levende wilde zwijnen kunnen worden gevangen, overdag of 's nachts, onder de bijzondere voorwaarden vermeld in hoofdstuk 6;

5° het schieten vanaf oogstmachines tijdens oogstwerkzaamheden.

**Art. 9.** § 1. Wilde zwijnen en alle dieren van uitheemse soorten die per ongeluk gevangen worden, moeten met een vuurwapen gedood worden.

Voor het doden van wilde zwijnen mogen alleen vuurwapens en munitie worden gebruikt die zijn toegestaan voor de jacht op deze grote wildsoort.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 is het volgende toegestaan:

1° houders van een geldige jachtvergunning of een geldig jachtverlof, alsook de personen bedoeld in artikel 14, § 1, lid 2, van de jachtwet van 28 februari 1882, kunnen een mes gebruiken om een gewond wild zwijn af te maken;

1° houders van een geldige jachtvergunning of een geldig jachtverlof kunnen een geweer van kaliber .22 of 5,58 millimeter gebruiken om een gevangen wild zwijn te doden;

3° de geleider van een bloedhond kan een gepantserde jachtkogel gebruiken of laten gebruiken door zijn begeleider die houder is van een jachtvergunning of -verlof om een gewond wild zwijn af te maken.

**Art. 10.** Uiterlijk vijftien dagen na het verstrijken van de geldigheidsduur van een vernietigingsvergunning deelt de houder op de wijze vermeld in de vergunning aan de administratie mee hoeveel wilde zwijnen hij per leeftijdscategorie en geslacht in het kader van de vergunning heeft afgeschoten;

Gedurende de drie jaar volgend op de inwerkingtreding van dit besluit deelt de houder van een vergunning eveneens het volgende mee:

1° het aantal nachtelijke loerjachtsessies en het totale aantal wilde zwijnen, per leeftijdscategorie en geslacht, dat tijdens deze sessies is afgeschoten;

2° het aantal operaties uitgevoerd vanuit een landbouwoogstmachine en het aantal wilde zwijnen, per leeftijdscategorie en geslacht, dat tijdens deze operaties is afgeschoten;

3° voor elke val:

a) het aantal wilde zwijnen, per leeftijdscategorie en geslacht, dat is gevangen en afgeschoten;

b) het aantal dieren van uitheemse soorten dat is gevangen en afgeschoten;

c) het aantal vrijgelaten dieren, per soort.

#### HOOFDSTUK II — Vernietiging van wilde zwijnen op verzoek van de grondgebruiker

**Art. 11.** Op voorwaarde dat er geen andere bevredigende oplossing bestaat, kan de grondgebruiker van het te beschermen terrein de directeur een vergunning om wilde zwijnen te vernietigen vragen om de volgende redenen:

1° om ernstige schade aan gewassen te voorkomen;

2° in het belang van de bescherming van flora en fauna.

**Art. 12.** Vernietiging kan het hele jaar door worden toegestaan, uitsluitend op te beschermen terreinen, inclusief tijdens het oogsten van gewassen.

**Art. 13.** Alle vernietigingsmethoden vermeld in artikel 8 mogen worden gebruikt in het kader van de vernietiging bedoeld in artikel 11. Het is echter verboden om vallen te zetten in te beschermen gewassen.

**Art. 14.** De vernietiging wordt uitgevoerd door de grondgebruiker van het te beschermen terrein.

Indien de grondgebruiker van het te beschermen terrein niet voldoet aan de voorwaarden van artikel 3 of de vernietiging niet zelf wenst uit te voeren, kan hij de volgende personen uitnodigen om de vernietiging voor zijn rekening uit te voeren:

1° de houder van het jachtrecht op de te beschermen terreinen, die dit recht daadwerkelijk uitoefent, en zijn bijzondere veldwachters;

2° bij ontstentenis van eerstgenoemde, elke houder van een geldige jachtvergunning of een geldig jachtverlof.

#### HOOFDSTUK III — Vernietiging van wilde zwijnen op verzoek van de houder van het jachtrecht

**Art. 15.** Op voorwaarde dat er geen andere bevredigende oplossing bestaat, kan de houder van het jachtrecht die dit recht daadwerkelijk uitoefent, een vergunning aanvragen om wilde zwijnen te vernietigen:

1° om ernstige schade aan gewassen te voorkomen;

2° in het belang van de bescherming van klein wild;

3° in geval van grote en aanzienlijke schade aan jonge bosaanplantingen van minder dan 3 jaar oud.

In afwijking van lid 1 kan de eigenaar van een bos waarin de jacht niet wordt beoefend, een vergunning om wilde zwijnen te vernietigen aanvragen teneinde grote schade aan gewassen en jonge bosaanplantingen van minder dan 3 jaar te voorkomen, op voorwaarde dat het bos geen jachtgebied vormt of deel uitmaakt van een jachtgebied dat voldoet aan de voorwaarden van artikel 2bis van de jachtwet van 28 februari 1882.

**Art. 16.** De methoden vermeld in artikel 8, 1°, 2° en 4° mogen worden gebruikt in het kader van de vernietiging van wilde zwijnen bedoeld in artikel 15.

De methode vermeld in artikel 8, 4°, mag echter slechts in de volgende drie gevallen worden toegepast:

1° in bossen, als de vernietiging van wilde zwijnen in het belang is van de bescherming van klein wild;

2° in de bossen bedoeld in artikel 15, lid 2, wanneer de vernietiging van wilde zwijnen gericht is op het voorkomen van aanzienlijke schade aan gewassen en jonge bosaanplantingen van minder dan drie jaar oud;

3° in miscanthus, als de vernietiging van wilde zwijnen gericht is op het voorkomen van aanzienlijke schade aan gewassen.

**Art. 17.** De vernietiging van wilde zwijnen in het jachtgebied van de aanvrager kan het hele jaar door worden toegestaan.

**Art. 18.** De vernietiging wordt uitgevoerd door de houder van het jachtrecht, door elke andere houder van een geldige jachtvergunning of een geldig jachtverlof die door hem wordt uitgenodigd en door zijn bijzondere veldwachters.

#### HOOFDSTUK IV — Bijzondere voorwaarden voor de drijfjacht voor de vernietiging van wilde zwijnen

**Art. 19.** De begunstigde van de vergunning moet het hoofd van het kantonnement vooraf op de hoogte brengen van het verloop van drijfjacht voor de vernietiging van wilde zwijnen volgens de bepalingen vermeld in de vergunning.

**Art. 20.** Wanneer de drijfjacht voor vernietiging van wilde zwijnen in het bos plaatsvindt, informeert de begunstigde van de vergunning het publiek over het verloop ervan door middel van affiches volgens het model in bijlage 1, die aan de hoofdingangen van het bos worden aangebracht.

#### HOOFDSTUK V — Bijzondere voorwaarden voor de nachtelijke loerjacht op wilde zwijnen

**Art. 21.** De nachtelijke loerjacht op wilde zwijnen gebeurt alleen van 16 augustus tot en met 30 juni vanaf posten die aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° de post is op de grond afgebakend en zo geplaatst dat het schot naar de vlakte wordt gericht en wordt vermeden om te schieten in de richting van een voor het openbaar verkeer toegankelijke weg;

2° de post is verhoogd zodat de schutter zijn kogels kan begraven;

3° de post is meer dan honderd meter verwijderd van de grens van een gebied waar de jacht door anderen wordt beoefend.

4° er mag worden geschoten tot een afstand van maximaal honderd meter; deze afstand is op minimaal één punt op de grond aangegeven.

Afhankelijk van de omstandigheden van het te beschermen perceel kan de directeur strengere veiligheidsmaatregelen nemen met betrekking tot de maximale schietafstand en de minimale hoogte van de post vanaf waar wordt geschoten.

**Art. 22.** Het vuurwapen dat tijdens de nachtelijke loerjacht wordt gebruikt, moet zijn uitgerust met een vizier.

De volgende uitrusting is ook toegestaan tijdens de nachtelijke loerjacht:

1° een lichtbron, los van of direct gekoppeld aan het vuurwapen;

2° een thermische kijker, los van het vuurwapen.

De schutter mag op zijn post vergezeld worden door een ongewapende helper die verantwoordelijk is voor het hanteren van de lichtbron of de thermische kijker. Dit hanteren wordt niet beschouwd als een daad van vernietiging van wilde zwijnen en is niet onderworpen aan de voorwaarden van artikelen 2 en 3.

**Art. 23.** Elke verplaatsing van een persoon die de nachtelijke loerjacht mag beoefenen, moet gebeuren met het wapen ongeladen tussen één uur na de officiële zonsondergang en één uur voor de officiële zonsopgang.

**Art. 24.** Het zoeken of achtervolgen van een wild zwijn dat gewond raakte tijdens de nachtelijke loerjacht mag slechts gebeuren met behulp van een bloedhond vanaf het uur voorafgaand aan de officiële zonsopgang volgend op het schieten.

**Art. 25.** Het ophalen van een wild zwijn dat geschoten is tijdens de nachtelijke loerjacht, is toegelaten tussen één uur na de officiële zonsondergang en één uur voor de officiële zonsopgang, op voorwaarde dat de betrokkenen een licht dragen om hun aanwezigheid aan te geven.

**Art. 26.** Elke persoon met toestemming voor de nachtelijke loerjacht, moet de administratie vooraf op de hoogte brengen van zijn geplande loerjacht vanaf een bepaalde post. Deze kennisgeving dient te gebeuren volgens de bepalingen vermeld in de vernietigingsvergunning.

De directeur kan het plaatsen van affiches opleggen die het nachtelijke schieten aankondigen, afhankelijk van de specifieke kenmerken van de plaats van de vergunning.

#### HOOFDSTUK VI — *Bijzondere voorwaarden voor de jacht met vallen op wilde zwijnen*

**Art. 27.** De jacht met vallen op wilde zwijnen is toegestaan onder de volgende voorwaarden:

1° de vallen worden uitgezet op meer dan honderd meter van de grens van een gebied waar de jacht door anderen wordt beoefend, en zijn niet zichtbaar vanaf een weg voor het openbaar verkeer;

2° door het ontwerp van de vallen raken de gevangen dieren niet verwond;

3° op de val is een informatiebord volgens het model in bijlage 2 aangebracht om te waarschuwen voor het gevaar om de val aan te raken of te betreden en om te wijzen op de verplichting om zo snel mogelijk weg te gaan als er dieren in worden aangetroffen;

4° zodra de val geactiveerd is, wordt deze dagelijks minstens één keer tijdens de twee uur na zonsopgang ter plaatse of op afstand gecontroleerd, en worden de gevangen zwijnen zo snel mogelijk gedood in de val;

5° als er per ongeluk dieren van een andere soort dan wilde zwijnen worden gevangen, worden ze onmiddellijk vrijgelaten, tenzij het een dier van een niet-inheemse soort betreft, dat moet worden gedood;

6° het eventuele plaatsen van lokaas gebeurt onder de volgende voorwaarden:

(a) het lokaas bestaat uitsluitend uit granen, waaronder maïs, en plantaardige teer;

(b) het lokaas wordt verspreid binnen een afstand van honderd meter van de val en ook binnen de val, en meer dan honderd meter van de grenzen van elk grondgebied waar de jacht door anderen wordt beoefend;

(c) de directeur kan strengere maatregelen nemen met betrekking tot het lokaas, in het bijzonder door de hoeveelheid lokaas te beperken afhankelijk van de omstandigheden van het te beschermen perceel.

**Art. 28.** In vallen gevangen wilde zwijnen mogen alleen worden gedood door personen die in het bezit zijn van een geldige jachtvergunning of een geldig jachtverlof en door bijzondere veldwachters.

Het onderhoud van vallen, met inbegrip van het plaatsen van lokaas voor wilde zwijnen, het toezicht op vallen, het activeren of deactiveren van vallen en het vrijlaten van dieren die niet het doelwit van de vangst zijn, worden niet als vernietiging beschouwd en mogen worden uitgevoerd door andere dan de in lid 1 genoemde personen. De voorwaarden van de artikelen 2 en 3 zijn niet van toepassing voor deze personen.

#### HOOFDSTUK VII — *Verplichting tot vernietiging van wilde zwijnen*

**Art. 29.** Indien voor het grondgebied van een jachtraad op 30 november ten minste vijftig procent van de vastgestelde schietdoelen ter voorkoming van belangrijke schade aan gewassen in het daaropvolgende jaar of in geval van een gezondheidsrisico voor de veestapel niet is bereikt, gelast de directeur, op bevel van de minister, alle houders van jachtrechten voor een oppervlakte van ten minste vijftig hectare bos om in het eerste kwartaal van het volgende jaar in hun grondgebied drijfjachten voor vernietiging te organiseren.

Om de effectiviteit ervan te verbeteren, coördineert de jachtraad de drijfjachten voor het vernietigen van wilde zwijnen die door zijn leden worden georganiseerd.

Artikel 20 is van toepassing op drijfjachten voor het vernietigen van wilde zwijnen bevolen door de directeur.

**Art. 30.** Teneinde de controle op de in artikel 29 bedoelde verplichting te verzekeren, delen de betrokken houders van jachtrechten binnen vijftien dagen na ontvangst van de kennisgeving van de directeur het volgende mee aan het hoofd van het kantonement:

1° de datums van deze drijfjachten;

2° de verzamelplaatsen.

**Art. 31.** Binnen achtentwintig uur na de laatste dag van de drijfjacht en voor elk van deze dagen, moet de houder van het jachtrecht het hoofd van het kantonement op de hoogte brengen op de wijze vastgelegd door de administratie:

1° het aantal gewapende jagers en het aantal bestuurders die per dag hebben deelgenomen;

2° een indicatie van de gebieden die tijdens de dag zijn doorkruist;

3° het aantal geziene wilde zwijnen en het aantal geschoten wilde zwijnen in elk gebied.

**Art. 32.** Indien uit de informatie bedoeld in artikel 31 of uit de waarnemingen ter plaatse door de ambtenaren van de administratie blijkt dat de door de directeur bevolen drijfjachten voor de vernietiging van wilde zwijnen slechts gedurende een deel van de dag zijn georganiseerd of dat het aantal jagers en bestuurders aanzienlijk kleiner was dan bij de gebruikelijke drijfjachten, wordt de houder van het jachtrecht geacht het bevel van de directeur bedoeld in artikel 29 niet te hebben nageleefd.

#### HOOFDSTUK VIII — *Wijzigingen van het besluit van de Waalse regering van 18 oktober 2002 waarbij de vernietiging van sommige soorten wild mogelijk gemaakt wordt*

**Art. 33.** Artikelen 6 tot en met 12 van het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2002 waarbij de vernietiging van sommige soorten wild mogelijk gemaakt, worden opgeheven.

**Art. 34.** In hoofdstuk II van genoemd besluit wordt de titel van afdeling 5 vervangen door het volgende:

“Afdeling 5. – Vernietiging van grof wild met uitzondering van wilde zwijnen”.

**Art. 35.** In artikel 28, lid 1 van genoemd besluit worden de woorden “met uitzondering van wilde zwijnen,” ingevoegd tussen de woorden “De vernietiging van grof wild” en de woorden “mag alleen plaatsvinden”.

**Art. 36.** De Minister tot wiens bevoegdheden de Jacht behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Namen, 20 december 2023.

Voor de Regering:

Minister-president,

E. DI RUPO

Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek en Innovatie, Digitalisering,  
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, IFAPME en de Kenniscentra,

W. BORSUS

---

**BIJLAGE 1****ANNONCE DES  
JOURNEES  
DE CHASSE****POUR VOTRE SECURITE****APPROCHE-AFFÛT**

DU _____	AU _____
ENTRE _____ H _____	et _____ H _____
ENTRE _____ H _____	et _____ H _____
_____	_____

**BATTUES**

_____
_____
_____
_____



Gezien als bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2023 betreffende de vernietiging van wilde zwijnen en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2002 waarbij de vernietiging van sommige soorten wild mogelijk gemaakt wordt.

Namen, 20 december 2023.

Voor de Regering:

Minister-president,

E. DI RUPO

Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek en Innovatie, Digitalisering,  
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, IFAPME en de Kenniscentra,

W. BORSUS

**BIJLAGE 2****Informatiebord voor plaatsing bij vallen**

Val voor wilde zwijnen\*  
Niet aanraken, niet betreden AUB!

\* Geplaatst overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van ..... waarbij de vernietiging van wilde zwijnen mogelijk gemaakt wordt

Gezien als bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2023 betreffende de vernietiging van wilde zwijnen en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2002 waarbij de vernietiging van sommige soorten wild mogelijk gemaakt wordt.

Namen, 20 december 2023.

Voor de Regering:

Minister-president,

E. DI RUPO

Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek en Innovatie, Digitalisering,  
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, IFAPME en de Kenniscentra,

W. BORSUS